



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

2 mai 2023

N° 304

Prix: 25 gourdes

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Dans les quartiers comme dans les entreprises : les classes populaires se réveillent !

Leur société

- ⇒ Page 2
 - Bwa kale : la mobilisation doit continuer
 - Les signes d'un changement d'état d'esprit dans la population
 - Frapper ensemble mais marcher séparément
- ⇒ Page 3
 - La force d'intervention des masses !

Dans les entreprises

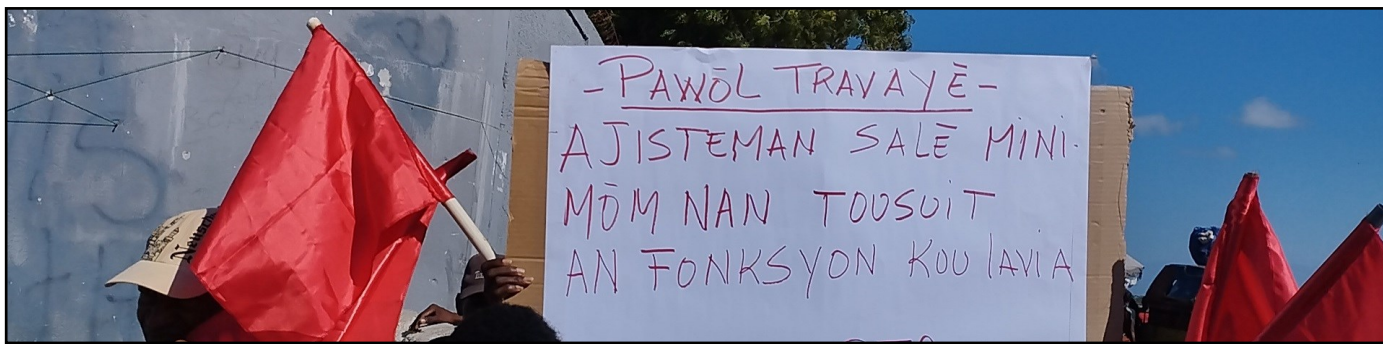
- ⇒ Page 3
 - 1er mai 2023, le traditionnel défilé des travailleurs a eu lieu
 - Des revenus amputés de près de 75%
 - Hansae : la lutte est payante
- ⇒ Page 4
 - Les patrons font leurs profits sous les ordures
 - Echos des entreprises

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Soudan : à bas les généraux massacreurs !

EDITORIAL

DANS LES QUARTIERS COMME DANS LES ENTREPRISES : LES CLASSES POPULAIRES SE RÉVEILLEN !



Sur fond de recul général, dans un contexte d'aggravation de la crise économique et de la dégradation accélérée du climat sécuritaire, on observe un frémissement dans certains quartiers et sur la zone industrielle. Des entreprises de sous-traitance débraient, des syndicats d'enseignants se mettent ensemble pour entrer en grève, des quartiers sont en ébullition depuis l'assaut lancé par les habitants du Canapé Vert.

Le lundi 24 avril dernier, vers 5 heures AM, 14 bandits lourdement armés sont mis hors d'état de nuire par des habitants de Canapé Vert. Des riverains d'autres quartiers, surtout à Port-au-Prince mais dans des villes de province également, emboîtant le pas à leurs frères de classe du Canapé Vert, n'ont pas tardé à partir à la chasse aux bandits de leurs coins, qui se croyaient jusque-là tout puissants et intouchables.

Jusque-là, la population, dos au mur, se voyait massacrée par dizaines dans certains endroits, par centaines dans d'autres. Au cours du mois d'avril, les gangs ont perpétré 3 massacres : à Onaville, Source Matelas (Cabaret), Cité Soleil. On parle de plus de 200 personnes assassinées, dont des bébés.

Le sursaut des habitants du Canapé Vert est tombé comme un coup de tonnerre. Un brusque changement d'état d'esprit : émergence de brigades, renforcement d'autres qui existaient déjà, concert de casseroles, la vigilance est de mise. Depuis ce lundi, on veille nuit et jour dans certains quartiers de Port-au-Prince. Face à cette mobilisation, des bandits se retranchent dans leurs trous. On n'entend plus parler de kidnapping depuis quelques jours. La peur et le stress sont en train de changer de camp.

Mais comme les bêtes acculées peuvent mordre encore plus fort, les risques de massacres deviennent plus élevés si la mobilisation ne se

généralise pas en entraînant des millions de pauvres dans la bagarre contre cette bande de malfrats qui démolissent la vie sociale et économique du pays.

Entre-temps, les syndicats d'enseignants ont trouvé une entente pour lancer une grève illimitée en vue de contraindre le ministre menteur à régler les arriérés de salaire ainsi que d'autres problèmes qui paralysent l'enseignement public.

Mais bien avant l'alerte du Canapé Vert et la grève des enseignants du secteur public, des milliers de travailleurs de la zone industrielle, du parc Sonapi essentiellement, avaient observé, au début du mois d'avril, plusieurs jours de grève et avaient obtenu satisfaction de leurs revendications.

Ces luttes, quoique isolées et très limitées, mais venant des ouvriers, des enseignants et des habitants de quartiers populaires, envoient de bons signaux dans un pays qui se meurt sous la dictature de gangsters économiques et de bandes armées sans foi ni loi.

Ce qui manque cruellement : c'est l'organisation de ce frémissement, de cette mobilisation, un parti révolutionnaire qui permettra aux masses révolutionnaires de planifier leurs luttes contre les gangs, contre ceux qui financent ce chaos meurtrier et donc, contre ce système social qui génère ces vermines par le chômage, la misère et les inégalités sociales criantes. ■

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LEUR SOCIÉTÉ

BWA KALE : LA MOBILISATION DOIT CONTINUER

En mettant hors d'état de nuire 14 bandits bien armés et équipés en munitions, des habitants de Canapé-Vert ont lancé l'alerte contre les gangs. Des riverains de quartiers proches, comme à Debussy, Turgeau, Pacot, Carrefour-Feuille ont vite emboîté le pas en stoppant une fois pour toutes d'autres malfrats qui sèment le deuil dans leurs quartiers. Dans la population, cette atmosphère est ressentie comme une bouffée d'oxygène. Mais pour que les luttes à venir reflètent les aspirations et les revendications des masses exploitées dans la durée, elles ont intérêt à y participer en masse tout en s'organisant

La communauté de Laboule, Thomassin où sévissait le gang Ti Makak est en liesse. Il s'y déroule des scènes de célébrations qui rappelleraient à certains l'euphorie qui avait suivi le départ du dictateur Jean-Claude Duvalier. Rassénérés par l'assassinat de Ti Makak et de nombre de ses acolytes, les riverains ont fêté l'événement durant toute la semaine. Certains qui avaient déménagé ont même regagné leurs domiciles, eux qui avaient fui les cruautés sans nom dont leurs familles étaient victimes au quotidien. Pour la population de Laboule, de Thomassin, etc. la guerre semble gagnée.

Pourtant, ce n'est que le début d'un mouvement qui doit, pour s'avérer efficace, se maintenir, se renforcer et s'étendre non seulement dans les quartiers de la capitale mais aussi dans les villes de province. C'est

la seule façon d'empêcher des représailles venant des gangs. Comme c'est d'ailleurs le cas à Carrefour-Feuille, à Savane Pistache où les riverains subissent depuis mardi 25 avril au soir les assauts répétés des bandits qui veulent contrôler cette zone stratégique pour des bandes armées à Village de Dieu et à Gran Ravin.

Ti Makak est tombé mais tous les autres chefs, Barbecue, Izo, Manno, Tilapli, Vitelhomme, Kris la, Ti Gabriel, Chen mechan, sont encore vivants avec leurs troupes, sans compter les dizaines de nouvelles bandes armées qui opèrent en restant encore anonymes.

Et même dans les territoires dit libérés, comme à Laboule, Thomassin, Fessard, etc. il faut redoubler de vigilance, puisque, telle l'ignoble tête de l'hydre, les gangs démantelés peuvent à nouveau bourgeonner et devenir des

fléaux plus difficiles à éradiquer.

La mobilisation contre les gangs doit aller de l'avant jusqu'à atteindre des politiciens, au pouvoir ou pas, des hommes d'affaire qui financent et commandent les bandes armées.

Chaque habitant de quartier populaire, chaque jeune, conscient et rêvant d'un meilleur avenir, devrait être à présent un soldat dans cette guerre. Il est vital de ne pas laisser aux gangs momentanément déboussolés le temps et les moyens de se renouveler. Il est aussi vital que les masses s'organisent pour prendre l'initiative de ces luttes. C'est la seule façon d'éviter qu'elles soient détournées par des imposteurs qui n'ont rien à voir avec les intérêts des classes pauvres.

Rien n'est plus effrayant que les masses unies et en colère parce qu'elles se feront craindre de ceux qui croient régner en maître et seigneurs dans cette société. ■

LES SIGNES D'UN CHANGEMENT D'ÉTAT D'ESPRIT DANS LA POPULATION

Excédée par la terreur des gangs criminels, outrée par l'indifférence, voire la complicité de l'État et de la classe politique, la population qui semblait résignée à son sort s'est brusquement réveillée.

Debussy : la terreur a changé de camp !

Les habitants de Turgeau, un quartier réputé paisible, étaient en proie à la panique dimanche soir lorsque plusieurs membres du gang de Village de Dieu ont envahi le quartier. Mais très vite les habitants ont pris l'avantage sur eux. Les gangs qui pensaient que leur prise serait facile ont fait face à la résistance de la population. Avec des pierres, des bâtons, des bouts de fer, les riverains les ont chassés. La plupart d'entre eux étaient lynchés et brûlés.

Laboule et Diègue, le coup de balai

À Laboule, les habitants des quartiers avoisinant le quartier général du gang de Fessard ont envahi la base. Ils ont trouvé des entrepôts remplis de provisions que le gang avait détournées.

À Diègue et à Moulin sable, deux autres localités de Pétiou ville où des gangs de Kwaze Baryè sévissaient, le phénomène a pris une tournure beaucoup plus organisée avec des patrouilles de plusieurs dizaines de personnes armées de toutes sortes d'outils meurtriers sillonnant la zone à la recherche des bandits.

Carrefour Feuilles : Brigade de vigilance et d'autodéfense

Après la mort des bandits à Canapé Vert, le chef de gang Ti lapli a menacé

d'envahir Carrefour Feuilles en guise de représailles. Cette menace a suscité un branle-bas dans tout le quartier. Dans chaque localité, des brigades se sont formées. Elles patrouillent le jour, veillent la nuit. Pour maintenir le quartier en alerte des concerts de casseroles rythment la nuit. Les bandits ont essayé à plusieurs reprises de pénétrer mais à chaque fois la population les a repoussés. Avec leurs machettes, les habitants ont été sans pitié avec ceux qu'ils ont attrapés.

Dans certaines villes de province, les mêmes scénarios se sont reproduits mais d'une intensité moindre. À Jacmel, au Cap Haïtien, à l'Estère où plusieurs bandits du gang "kokarat san ras" ont été tués, ainsi qu'à Sources Matelas. ■

FRAPPER ENSEMBLE MAIS MARCHER SÉPARÉMENT

Dans sa mobilisation contre les gangs armés, la population se retrouve dans les rues aux côtés de la police. Une situation qui ne doit pas lui faire oublier que, en dépit de l'engagement sincère de quelques policiers, le haut commandement qui dirige l'institution est aux antipodes des intérêts, même les plus immédiats, des masses exploitées.

L'engagement de certains policiers est manifeste et visible dans les quartiers récemment attaqués par les gangs armés. Comme font certains habitants, ces policiers, n'ayant pas d'autre possibilité, ont opté pour défendre leur résidence, là où vivent leurs parents et leurs proches, aux côtés de leurs voisins. Pris en tenaille entre le Haut État-major qui leur voue le plus grand mépris et les attaques des gangs armés, ils jouent tout simplement leur survie.

Certains en font une question d'honneur. Depuis la montée en puissance des gangs criminels, la base de la police a payé un lourd tribut. Des petits malfrats ont été attaqués, tués et humiliés nombre d'entre eux. Presque toutes les initiatives de la police contre ces gangs se sont soldées par des échecs. L'entrée en lutte de la population est l'occasion pour eux d'essayer de laver leur honneur.

La dynamique est pour l'instant positive. Les bandits ont essuyé des revers dans certains quartiers de la capitale qu'ils voulaient conquérir. Chose impensable il y a

quelques semaines, la population pense même aller les chercher jusque dans leurs derniers retranchements. Dans certaines zones meurtries du département de l'ouest, de certaines villes de province, un début de réveil de conscience de la population se fait sentir. Les gens se rappellent de leurs luttes victorieuses contre les tontons macoutes, les escadrons de la mort des régimes militaires passés, contre les chimères.

Pour l'instant, à part le démantèlement du gang de Thomassin, Ti makak, tout reste à faire. Les gangs de la sortie sud de la capitale, de Canaan, de Cité soleil, de Bel-air, de bas-Delmas, de l'Artibonite sont bien présents et ne rateront pas la possibilité de venger les leurs, lynchés par la population et des policiers.

Les luttes s'annoncent longues. Toute hésitation et atermoiement peuvent être fatals pour la population. Vis-à-vis de l'institution policière, la méfiance doit être la règle. Se doter des moyens pour continuer leurs luttes en cas de retrait de la Police dont les ordres ne

viennent pas forcément de la population, devra être une priorité

Les masses exploitées doivent penser à amplifier la mobilisation en y apportant une conscience de classe par la mise en place d'une direction démocratique, autonome et compétente, capable de les conduire à bon port. Nul doute qu'elles seront victorieuses à la fin. ■



LA FORCE D'INTERVENTION DES MASSES !

Pour résoudre le problème des gangs, le gouvernement, des partis politiques, des organisations de la société civile, etc. ne jurent que par la venue d'une force d'intervention étrangère. Cette idée saugrenue commençait à avoir des adeptes auprès d'une partie de la population pauvre, fatiguée d'être la proie des bandits. Mais, ces jours-ci, la traque de ces derniers dans certains quartiers de la capitale et des villes de province montre clairement que le salut viendra plutôt de la force d'intervention des masses exploitées.

Selon des chiffres rapportés par plusieurs journalistes, environ 150 malfrats ont été mis hors d'état de nuire pour la vie en l'espace de 3 jours et de nombreux autres, désarmés, déboussolés, ont pris la poudre d'escampette pour être attrapés ailleurs par la population qui a des yeux, des oreilles et des nez partout.

Tout a commencé au Canapé Vert, ce lundi 24 avril vers 5 heures AM, au moment d'un contrôle de routine d'un minibus par des policiers. La majorité des passagers à bord, 14 sur 18 environ, étaient lourdement armés, avec en plus des sacs de munitions. La décision des policiers de faire se coucher au sol les suspects, un à un, a attiré l'attention des badauds. En l'espace d'un cillement, des dizaines de riverains, armés de bâtons, de machettes, de pierres ont

débarqué sur les lieux pour s'informer. Réalisant qu'il s'agissait de bandits armés, ils ont recouru à la légitime défense en mettant fin à la vie de ces énergumènes.

Mais depuis 2 h du matin environ, des gangs tentaient une attaque d'un quartier proche de Canapé Vert, Débussy, pour contrôler à la fois les hauteurs de Canapé Vert, Babiole, Turgeau, etc. Selon une version, les 14 malfrats stoppés allaient en renfort aux côtés de leurs comparses de Débussy en panne de munitions et de soldats également, puisque certains avaient été broyés par la colère des habitants du quartier. La chasse aux bandits s'est étendue par la suite dans plusieurs quartiers de la capitale, Débussy, Turgeau, Pacot, Carrefour-Feuilles, Arcahaie, Gros Morne, voire jusqu'à l'Estère dans l'Artibonite. Les scènes de lynchage et de mise sur le bûcher se sont

multipliées.

Dans beaucoup d'endroits, les chefs de gangs et leurs ouailles baissent la garde, font profil bas. Ils goûtent au stress et à la peur qu'ils infligent à la population. La Toile, les réseaux sociaux explosent de messages revigorants saluant les brigades, les barricades et les contrôles des inconnus dans les quartiers. Pour des millions de personnes en Haïti et dans la diaspora, l'espoir renaît. La population désespérée commence à réaliser qu'elle ne peut compter que sur elle-même et non sur une intervention étrangère, qu'elle soit américaine, canadienne, onusienne ou des mercenaires russes du groupe Wagner.

C'est la force d'intervention des masses exploitées qui a permis ce retour d'ascenseur et dégagé cette perspective pour leur avenir.■

DANS LES ENTREPRISES

1ER MAI 2023 : LE TRADITIONNEL DÉFILÉ DES TRAVAILLEURS A EU LIEU

Quelques dizaines de travailleurs et de sympathisants se sont réunis tôt ce lundi 1er mai 2023 devant l'entrée principale du Parc Sonapi puis ont longé la route de l'aéroport et celle du haut de la route de Delmas à l'occasion de la commémoration de la journée internationale des luttes des travailleurs.

Arborant des pancartes, des banderoles et des drapeaux rouges, sur fond de chants engagés dont « l'Internationale » et pendant deux heures, de 8 à 10 heures AM, les militants de différentes organisations syndicales et politiques ont commencé la journée par un sit-in au cours duquel les intervenants ont mis en avant différentes revendications de la classe ouvrière.

Les porte-paroles des organisations ont réclamé 2500 gourdes comme ajustement salarial et dénoncé la décision de réduire de moitié les revenus des ouvriers en faisant fonctionner leurs usines 3 jours par semaine contre 6 auparavant, la vie chère qui fait fondre le pouvoir d'achat des

travailleurs, l'insécurité qui les affecte lourdement. Mettant en avant les débrayages et grèves qui ont eu lieu dans diverses usines sur la zone industrielle, elles ont rappelé que c'est par la lutte que les travailleurs, mobilisés, finiront par créer un rapport de force favorable pour améliorer leurs conditions de vie.

Sur la crise multifactorielle que vit le pays, une banderole de l'OTR a fait savoir que sa résolution passera par la révolution communiste des travailleurs et des masses exploitées qui arrachera le contrôle du pouvoir économique et politique des mains de la bourgeoisie et la mise en place d'une production planifiée avec pour finalité la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population.

Le défilé a eu lieu sans incident sur la route de l'aéroport. Devant les locaux de l'Office National Assurance, il y a eu des prises de parole sur les mêmes thèmes cités plus haut.

Mettant le cap vers le bureau du Premier ministre, des policiers qui suivaient la manifestation l'ont arrêtée sous prétexte que cette portion du parcours n'était pas notifiée dans l'autorisation de la police. Preuve s'il en est que les intérêts de la hiérarchie de la Police et des travailleurs sont antagoniques.

Clôturant le défilé, les organisations ont remercié les participants tout en les conviant à la poursuite de la mobilisation tant dans les entreprises que dans les quartiers.■

DES REVENUS AMPUTÉS DE PRÈS DE 75%

D'un commun accord, les patrons de la sous-traitance, ont pris la décision de faire travailler leurs usines 3 à 4 jour par semaines contre 6 jours. Pour les travailleurs, cela se traduit par une diminution de la moitié de leurs revenus. Cette pitance en main, les travailleurs doivent composer avec l'inflation dont le taux frôle les 50% et la dévaluation de la gourde, la monnaie locale.

Prenons l'exemple d'un ouvrier qui travaillait chez Backer : ses revenus au mois de mai 2022 pour une quinzaine étaient : 12 jours de travail et les deux dimanches de repos hebdomadaire payés à la quinzaine à raison de 685 gourdes par jour soit : $685 \times 14 = 9590$ gourdes. Après les prélèvements

et taxes, 20% environ, 1918 gourdes, il lui reste 7672 gourdes, l'équivalent de 70 dollars à raison de 110 gourdes pour un dollar en mai 2022.

Aujourd'hui, ce même ouvrier travaille 6 jours par quinzaine pour lesquels il gagne 685

$\times 6 = 4110$ gourdes. Après les prélèvements et taxes, 20%, 822 gourdes, il lui reste 3288 gourdes, l'équivalent de 20 dollars à raison de 165 gourdes pour un dollar en mai 2023.

20 dollars de revenus à la quinzaine en 2023, contre 70 dollars en 2022.■

HANSAE : LA LUTTE EST PAYANTE

C'est une petite victoire pour les ouvriers des trois usines d'Hansae, lorsque le jeudi 20 avril dernier, le patron a payé 10 jours de travail alors qu'ils avaient travaillé 8 jours dans la quinzaine. C'est le résultat d'une semaine de grève contre la décision du patron de faire travailler les ouvriers 4 jours par semaine, donc de les priver du salaire des 6 journées de travail, plus la prime du dimanche de repos.

Le patron avait évoqué les répercussions désastreuses de la crise politique et sécuritaire du pays sur le fonctionnement de ses usines pour imposer aux ouvriers au début du mois d'avril 4 jours d'activité seulement. Cette décision a exaspéré les ouvriers qui étaient déjà forcés au début de l'année de travailler 5 jours sur 6 jours ouvrables.

Pendant une semaine, ces derniers se sont mis en grève. Ils ont refusé de toucher aux travaux qui s'amoncelaient dans les

lignes, malgré les arguments fallacieux des chefs qui cherchaient à les bernier. Ils ont même fait la promesse que la nouvelle mesure ne concernait que deux mois. Mais les ouvriers avaient la même position : « Le patron doit nous payer au minimum 10 jours par quinzaine quel que soit le nombre de jours de travail, sinon payez-nous nos indemnités de licenciement et ceux qui veulent rester le décideront ensuite. ». Acculé, le patron a choisi la première proposition.

La plupart des ouvriers étaient

sceptiques, car ils savent que les patrons sont de fieffés menteurs. Ils ont repris le travail jeudi 13 avril, après 4 jours d'arrêt de travail. Mais ils envisageaient de reprendre la grève si le patron ne tenait pas sa promesse. Le jeudi 20 avril, jour de la paie, chaque travailleur a reçu son salaire pour 10 journées, les jours de grève inclus. Payer 10 jours sur 14 jours est peu, bon nombre d'ouvriers sont insatisfaits malgré la victoire. Mais ils ont raison d'être fiers, car leurs luttes ont fait obstacle à l'attaque du patron.■

LES PATRONS FONT LEURS PROFITS SOUS LES ORDURES

Cela fait des années que les ouvriers se plaignent du mauvais état de la route qui mène à l'usine. En saison sèche, la poussière l'envahit, en saison pluvieuse la route est chargée de boue et de flaques d'eau. Les canaux dégagent une odeur irrespirable.

C'est dans cet environnement que les ouvriers prennent leur repas tous les jours.

Plusieurs compagnies fonctionnent dans la zone : une usine à glace, un hôtel, l'usine SISA et le bureau de la municipalité de

Tabarre.

Les patrons de la zone, y compris le maire de Tabarre, pourraient prendre en charge l'aménagement du tronçon, de route mais c'est le cadet de leurs soucis. Aux ouvriers de les forcer à le réparer. ■

ECHOS DES ENTREPRISES

Pacific Sport : arrêt de travail pour exiger le paiement des jours de congés

Lundi 10 avril, les ouvriers des usines Lorsa ont débrayé pour forcer le patron à payer les journées des jeudi 6 et vendredi 7 avril.

Dans une annonce le patron avait fait savoir qu'il n'entendait pas payer les journées des jeudi et vendredi saints, reconnues et légalement accordées comme jours chômés payés. De midi à 4h00, les ouvriers ont cessé de travailler en exigeant que le patron revienne sur sa décision.

Le lendemain, constatant que le patron n'avait pas changé sa position, les ouvriers ont gardé la même attitude. La grève se généralisait dans les numéros 15, 27 qui appartiennent à Lorsa, le patron du Pacific. Pendant toute la journée, pas une seule pièce n'a été produite. Le lendemain

pour éviter que la lutte ne se poursuive, la direction a décidé de faire un lock out. Dans un avis collé dans les entrées, elle a déclaré que l'usine était temporairement fermée. Ce qui n'a pas empêché les travailleurs de continuer à venir devant la boîte pour cracher leur hargne et revendiquer.

Le patron a été obligé de faire marche arrière. À la réouverture, lundi 17 avril, il a annoncé que le salaire des 2 jours serait inclus dans la prochaine paie, ce qui a été fait.

Premium SA : le patron a plaidé coupable !

Pris en flagrant délit de vol et pressuré par la mobilisation des travailleurs, le patron a plaidé coupable.

Chaque mois, il fait prélever 6% sur nos salaires auquel il doit ajouter 6% encore pour assurer notre retraite à L'ONA, l'Office national d'assurance vieillesse.

Depuis de nombreux mois, le bruit

courait à l'usine que le patron n'avait rien déposé à l'ONA. En effet, chaque fois que l'un d'entre nous passait à l'institution, les responsables nous le confirmaient en repoussant nos dossiers.

Au cours d'une réunion tenue à l'usine, le patron a reconnu les faits. Sous la pression des travailleurs, il a promis de régulariser ses dettes au plus vite. Mais méfiants, ces derniers exigent qu'il apporte des preuves et qu'ils aient en plus la possibilité de passer vérifier, faute de quoi ils promettent de recommencer.

SISA (Sewing international SA) : Les ouvriers savent se faire entendre

Depuis fin février, pendant 3 quinzaines d'affilée, les ouvriers ont dû faire 3 arrêts de travail pour exiger leur paiement. Au premier paiement du mois d'avril les ouvriers ont eu leur dû sans trop de difficultés. Nous espérons que cela continuera. ■

DANS L'INTERNATIONAL

SOUDAN : À BAS LES GÉNÉRAUX MASSACREURS !

Au Soudan, depuis deux semaines, une guerre oppose deux clans militaires, plongeant la population dans le chaos et la barbarie. Pourtant, il y a quatre ans, une révolte populaire avait chassé le dictateur. Cette situation illustre, comme ce fut le cas en Haïti après 1986, les conséquences de l'absence d'un parti communiste révolutionnaire et d'une politique indépendante pour la classe ouvrière.

En 2019, cela faisait 30 ans que le Général Omar el-Béchir régnait sur le pays par une dictature sanguinaire. L'annonce du triplement du prix du pain, conséquence d'un plan d'austérité imposé par l'impérialisme, fit exploser la colère accumulée. Pendant des mois, la révolte enflamma toutes les masses populaires. Aux revendications contre la vie chère s'ajoutèrent celles de la liberté et de la fin de la dictature. Malgré la répression meurtrière, la population tint bon et les militaires finirent par lâcher le dictateur, qui fut emprisonné. Cette première victoire pour le mouvement populaire ne réglait cependant pas la question du pouvoir.

Depuis quatre ans, la population est restée mobilisée. Elle a mis sur pied des comités de quartier qui organisent la lutte mais aussi la vie sociale, pour pallier les défaillances de l'administration. Cependant, ce sont les militaires qui ont gardé le pouvoir.

Depuis 2019, le mouvement populaire est dirigé par une alliance d'organisations petites bourgeoises (ingénieurs, avocats, médecins, professeurs, partis d'oppositions...), qui maintient

l'illusion d'un compromis avec les militaires et d'une transition vers un régime civil démocratique. La classe ouvrière, bien que mobilisée, n'a pas bénéficié d'un parti menant une politique indépendante visant à lui permettre de prendre le pouvoir.

Les généraux qui se disputent la tête de l'État sont en train de plonger la population soudanaise dans l'horreur. En deux semaines, les combats ont déjà fait des centaines de morts. Les armes lourdes et les bombardements aériens font rage dans les villes. La population, prise entre deux feux, se terre chez elle comme elle peut, sans nourriture, sans eau, sans électricité, sans téléphone. Les hôpitaux voient affluer des milliers de blessés sans pouvoir les soigner. Trouver de la nourriture devient mission impossible. Des dizaines de milliers de personnes ont fui de chez elles pour échapper aux combats, mais les pays frontaliers ferment leurs frontières.

Les exploités du Soudan ont prouvé leur force collective, ils ont su faire tomber un dictateur, s'organiser et résister à la répression pendant plusieurs années. Ils ne peuvent à nouveau compter que sur eux-mêmes pour se débarrasser des généraux criminels en lutte

pour le pouvoir, car ils n'ont rien à attendre des grandes puissances qui préféreront toujours ces généraux à une révolte populaire. Mais, à l'opposé des politiques de conciliation de la petite bourgeoisie, les travailleurs doivent savoir que face à l'État des classes dominantes, ils sont engagés dans une lutte sans merci qui ne peut s'achever que par la victoire d'un des camps et l'écrasement de l'autre. ■



Une rue de la capitale abandonnée

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.